



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Départementale
des Territoires

Service Environnement et
Prévention des Risques

Pôle police de l'eau
de Seine et Marne

Affaire suivie par : Christine HELIN
téléphone : 01 60 32 13 57
christine.helin@seine-et-marne.gouv.fr

Objet : Contournement Est de Roissy-Charles de Gaulle - Echangeur dit "de Compans"
Prorogation arrêté préfectoral n°99//DAI 2E 004 du 15 janvier 1999

Vaux-le-Pénil, le **14 JAN. 2019**

Monsieur le Directeur,

Suite à la réunion qui s'est tenue le 07 juin 2018 avec vos services de la direction des routes Ile-de-France, dans le cadre du dossier du contournement Est de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle, la situation administrative de ce dossier a été précisée pour les arrêtés préfectoraux se situant sur le département de la Seine-et-Marne :

- Arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 autorisant le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit « de Compans » entre la RN2 et la DR212 au Nord-Est de Mitry-Mory, en cours de validité jusqu'au 15 janvier 2019.
- Arrêté préfectoral du 21/12/2006 autorisant le Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, à réaliser le contournement Est de l'Aéroport de Roissy Charles de Gaulle dans le cadre de la réalisation de la Francilienne et déclarant d'intérêt général ces travaux, en cours de validité jusqu'au 21 décembre 2026.

Concernant plus particulièrement l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 et son échéance au 15 janvier 2019, au vu de la procédure à suivre pour son renouvellement et des délais y afférents, un arrêté de prorogation a été établi pour 18 mois. Vous le trouverez en pièce jointe.

Je vous remercie de prendre contact avec le service police de l'eau pour l'organisation d'une réunion afin de faire le point sur ce dossier de renouvellement et sur le porter à connaissance que vous devez déposer.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur le Directeur
Direction des routes Ile-de-France
15 rue Olof Palme
94046 Créteil

Pour la préfète, et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement et
Prévention des Risques

Arrêté préfectoral n° 2019/DDT/SEPR/001 prorogeant l'arrêté préfectoral n°99/DAI 2E 004 du 15 janvier 1999 autorisant le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit « de Compans » entre la RN 2 et la RD 212 au Nord-Est de Mitry-Mory

La préfète de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU la directive n° 2000/60/CE du Conseil Communautaire du 23 octobre 2000 (DCE) établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-15, L.211-1, L.211-2, L.214-1 et suivants, L.216-3 pour la partie législative, et R.181-49, R.214-1 et suivants et R.214-21 à 22 pour la partie réglementaire ;

VU le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 16 octobre 2017 nommant Monsieur Igor KISSELEFF, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de Seine et Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18//BC/369 en date du 31 mai 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KISSELEFF, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté de subdélégation n°2018/DDT/SG/18 en date du 07 juin 2018 donnant subdélégation de signature à Monsieur Laurent BEDU, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, adjoint au directeur ;

CONSIDERANT que le projet initial n'a pas été modifié de manière substantielle d'un point de vue technique ou environnemental ;

CONSIDERANT qu'un délai supplémentaire de 18 mois est nécessaire pour le dépôt et l'instruction du dossier de renouvellement de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau, sous forme d'autorisation environnementale prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

Article 1. Prorogation

La durée de validité de l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n° 99/DAI 2E 004 du 15 janvier 1999 et mentionnée à son article 15, autorisant le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit « de Compans » entre la RN2 et la RD212 au Nord-Est de Mitry-Mory, est prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 15 juillet 2020.

Article 2.Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3. Publication et information des tiers

Un extrait du présent arrêté, précisant notamment la durée de prorogation, est affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie des communes suivantes :

- Compans,
- Thieux,
- Mitry-Mory.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et transmis au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

En outre, le bénéficiaire du présent arrêté est tenu d'afficher une copie du présent arrêté sur les ouvrages ou à proximité immédiate.

Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L.214-10 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à contentieux de pleine juridiction. Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative.

- par le bénéficiaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.211-2, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de cet arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5. Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Seine et Marne,
Monsieur le maire de Compans,
Monsieur le maire de Thieux,
Madame le maire de Mitry-Mory,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France - Direction des Routes Ile-de-France, service déconcentré du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

A Melun, le **14 JAN. 2019**
Pour la Préfète et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires

